

MARATHON DE LETTRES 2012

10 DÉCEMBRE – JOURNÉE INTERNATIONALE
DES DROITS HUMAINS

AMNESTY
INTERNATIONAL



PROTECTION POUR LAÍSA SANTOS SAMPAIO, BRÉSIL

Menacée de mort en raison de son engagement contre la destruction de la forêt amazonienne.

« Le sang coule toujours plus abondamment en Amazonie. »

Laísa Santos Sampaio



Laísa Santos Sampaio, 46 ans, a travaillé comme enseignante pendant onze ans dans une communauté rurale, Nova Ipixuna, dans l'Etat du Pará, au nord-ouest du Brésil. Elle lutte contre l'exploitation illégale de la forêt tropicale amazonienne et pour les droits de sa communauté. Dans le cadre d'un projet mené par plusieurs femmes de la communauté, Laísa fabrique des produits cosmétiques, des crèmes et des remèdes naturels à base de noix et de fruits. La communauté rurale souhaite promouvoir un développement durable de la forêt amazonienne.

Les communautés rurales de l'Etat du Pará vivent sous la pression de groupes de bûcherons, d'éleveurs et de producteurs de charbon exploitant illégalement la forêt. Celles et ceux qui se mettent en travers de leurs intérêts courent de grands dangers. En mai 2011, des tueurs à gage ont assassiné la sœur et le beau-frère de Laísa Santos Sampaio. Des dizaines de membres de la communauté se sont alors enfuis par peur pour leur vie. Le projet des femmes a dû être temporairement arrêté. La maison de Laísa et ses

champs ont été brûlés en 2010, et en août 2011, elle a reçu les mêmes menaces qu'avaient reçues ses proches avant leur assassinat: un tronc de cocotier a été déposé sur la route à 150 mètres de sa maison, un acte perçu comme une menace de mort dans la région, et son chien a été tué par huit coups de feu. Elle a tenté de s'enfuir à Marabá, la capitale de la province, mais après sept mois, elle a dû retourner à Nova Ipixuna pour des raisons économiques. Depuis, elle est de nouveau la cible de menaces de mort.

Malgré ces menaces, le gouvernement brésilien a jusqu'à présent toujours refusé de placer Laísa Santos Sampaio sous l'égide de son Programme national de protection des défenseuses et défenseurs des droits humains menacés. Les patrouilles occasionnelles de la police militaire locale n'offrent pas une protection suffisante.

Au Brésil, depuis 1980, plus de 900 personnes ont été assassinées suite à des conflits entre communautés rurales et les lobbies forestiers. Très peu de cas ont été jugés devant des tribunaux. Malgré leurs différentes promesses, les autorités brésiliennes n'ont pris aucune mesure pour protéger de manière efficace les communautés rurales et lutter contre les intérêts des groupes de pression forestiers.

► **ENGAGEZ-VOUS POUR LAÍSA ET EXIGEZ QUE LA MINISTRE BRÉSILIENNE DES DROITS HUMAINS:**

- **Place Laísa Santos Sampaio sous l'égide du Programme de protection des défenseuses et défenseurs des droits humains et prenne immédiatement des mesures efficaces pour assurer sa protection;**
- **Respecte ses promesses de protéger plus d'une centaine de défenseuses et défenseurs des droits humains de l'Etat du Pará.**

Formule d'appel: Madame la Ministre,

Envoyez vos lettres à:

*Sra. Ministra Maria do Rosário
Secretaria de Direitos Humanos
Setor Comercial Sul
Edifício Parque da Cidade Corporate
Quadra 9, Lote C, Torre A , 10º andar 70.308-200
Brasília/DF
Brésil*

Fax: +55 61 2025-9414

Frais de port pour le Brésil: CHF 1.60

► **ENVOYEZ UN MESSAGE DE SOLIDARITÉ À LAÍSA:**

Commandez des cartes postales de solidarité pour Laísa auprès de info@amnesty.ch ou envoyez-lui vos propres cartes/lettres.

Proposition de texte:

Milhares de membros e amigos e amigas da Anistia Internacional estão exigindo do governo brasileiro medidas efetivas para tua proteção. Te agradeço pelo teu engajamento: Você não esta sozinha!

Des milliers de membres et sympathisant.e.s d'Amnesty International ont écrit au gouvernement brésilien pour exiger que des mesures efficaces soient prises afin d'assurer ta protection. Merci pour ton engagement – tu n'es pas toute seule!

Envoyez votre message à l'avocat de Laísa qui lui transmettra directement vos messages :

Comissão Pastoral da Terra: Pará
Care of: José Batista Gonçalves Afonso
Rua Barão do Triunfo
3151, Bairro Marco. Belém,
PA. CEP 66093-050
Brésil
Fax: +55 (91) 3226 -6491
E-mail: cptpa@cnbbn2.org.br

JUSTICE POUR AZZA HILAL AHMAD SULEIMAN, ÉGYPTÉ

Violamment agressée par des soldats alors qu'elle manifestait sur la place Tahrir, au Caire.



Âgée de 49 ans, Azza Hilal Ahmad Suleiman se bat pour obtenir justice après avoir été violemment agressée par des soldats de l'armée égyptienne. A l'issue de cette agression, elle s'est retrouvée avec le crâne fracturé et elle souffre désormais de troubles de la mémoire.

Le 17 décembre 2011, Azza Suleiman et un ami ont pris part à une vaste manifestation près de la place Tahrir, au Caire. Des soldats ont attaqué les manifestant-e-s, qui ont pris la fuite. Alors qu'elle allait s'enfuir, Azza Hilal Ahmad Suleiman a vu un groupe de soldats passer une jeune femme à tabac et la déshabiller. Avec son ami et d'autres manifestant-e-s, elle a essayé de libérer la jeune femme.

Les soldats ont alors projeté Azza Suleiman à terre et un officier armé a tiré une balle dans le genou de son ami. Les soldats ont violemment battu Azza Suleiman, même après qu'elle avait perdu conscience. L'incident

a été filmé par des militant-e-s, qui ont ensuite publié la vidéo sur Internet.

Azza Suleiman s'est réveillée à l'hôpital, où les médecins l'ont traitée pour une fracture du crâne. Il fallait changer régulièrement les draps de son lit, recouverts de sang. Malgré la plainte déposée par Azza Suleiman, les autorités égyptiennes n'ont encore procédé à aucune arrestation et ne lui ont proposé aucune indemnisation ou ni aucune aide à la réinsertion, pour l'aider à s'en remettre.

► ENGAGEZ-VOUS POUR AZZA SULEIMAN ET EXIGEZ QUE LE CHEF DE L'ÉTAT ÉGYPTIEN:

- **Veille à ce que justice soit faite pour Azza Hilal Ahmad Suleiman. Une enquête indépendante doit être menée sur l'agression dont elle a été victime et les coupables doivent être traduits en justice;**
- **S'assure que Azza Suleiman reçoive un dédommagement convenable ainsi qu'un soutien financier pour ses frais médicaux.**

Formule d'appel: Monsieur le Président,

Envoyez vos lettres à:

*Monsieur le Président Morsi
Palais Présidentiel
Héliopolis
Le Caire
Égypte*

Fax: +202 239 11 441

Fax : +202 2418 8294

E-mails : mmc@afmic.gov.eg et mod@afmic.gov.eg

Frais de port pour l'Egypte: CHF 1.60

LIBERTÉ POUR ALES BIALIATSKI, BÉLARUS

Condamné à quatre ans et demi de prison pour avoir dirigé un centre de défense des droits humains.



Ales Bialiatski, éminent défenseur des droits humains en Biélorussie, est aussi président d'un centre de défense des droits humains, «Viasna». Il a été arrêté le 4 août 2011 et incarcéré le 24 novembre 2011 pour purger une peine de quatre ans et demi d'emprisonnement. Amnesty International est convaincue que cet emprisonnement vise à l'empêcher d'œuvrer en faveur des droits humains et le considère comme un prisonnier d'opinion.

Ales Bialiatski a été emprisonné pour avoir utilisé ses comptes bancaires personnels en Lituanie et en Pologne afin de financer le travail de son orga-

nisation de défense des droits humains au Bélarus. Depuis 2003, les autorités biélorusses refusent de reconnaître «Viasna». Cette ONG s'est ainsi vue retirer le droit d'ouvrir un compte bancaire en son nom au Bélarus — mesure qui a contraint Ales Bialiatski à utiliser des comptes bancaires dans des pays voisins pour financer son travail en faveur des droits humains.

Ales Bialiatski n'a pas bénéficié d'un procès équitable. Certains des éléments de preuve présentés n'avaient pas été authentifiés ou étaient anonymes. Les questions posées aux témoins ne concernaient pas l'utilisation de comptes bancaires étrangers par Ales Bialiatski, mais portaient plutôt sur ses activités dans le domaine des droits humains et sur les témoins eux-mêmes.

► ENGAGEZ-VOUS POUR ALES BIALIATSKI ET EXIGEZ QUE LE PRÉSIDENT DU BÉLARUS:

- **Libère immédiatement et de manière inconditionnelle Ales Bialiatski et qu'il abandonne toutes les charges retenues contre lui;**
- **Indiquez qu'Amnesty International considère Ales Bialiatski comme un prisonnier d'opinion.**

Formule d'appel : Monsieur le Président,

Envoyez vos lettres à:

President Alexandre Loukachenko
ul. Karla Marxa 38
220016 Minsk
Belarus

Fax : +375 172260610 ou +375 172223872

E-mail : contact@president.gov.by

Frais de port pour le Bélarus: CHF 1.30

ENVOYEZ UN MESSAGE DE SOLIDARITÉ À ALES EN PRISON:

Ecrivez une lettre ou envoyez une carte à teneur non religieuse à Ales Bialiatski en prison.

Suggestions de message à Ales Bialiatski :

Je pense à vous: Я думаю пра цябе

Nous pensons à vous: Мы думаем пра цябе

Je vous souhaite bonne chance: Я жадаю табе добра

Nous vous souhaitons bonne chance: Мы жадаем табе добра

Adresse:

Ales Bialiatski
Penal colony No. 2
1 Sikorsky Street, Babruisk
213800 Mahiliou Region
Bélarus

LIBERTÉ POUR NARGES MOHAMMADI, IRAN

Cette mère de jeunes jumeaux et célèbre militante des droits humains a été condamnée à six ans de prison.



Narges Mohammadi, militante en faveur des droits humains, a été condamnée à une peine de six ans d'emprisonnement. Elle était présidente du Centre de défense des droits humains à Téhéran. Les autorités iraniennes ont procédé de force à la fermeture du Centre en 2008 et plusieurs de ses membres ont été harcelés, arrêtés et condamnés à de longues peines d'emprisonnement.

Narges Mohammadi est la mère de deux jeunes jumeaux, Ali et Kiana. Elle a commencé à purger sa peine d'emprisonnement le 22 avril 2012. Les problèmes de santé dont elle souffrait déjà auparavant se sont alors aggravés. Le 31 juillet 2012, elle s'est vu accorder une permission et a été hospitalisée afin de recevoir un traitement médical, notamment pour des crises d'épilepsie et une perte temporaire de la vue.

En 2011, elle a été reconnue coupable de « rassemblement et collusion en vue de commettre des infractions compromettant la sécurité nationale » et de « propagande contre le régime ».

Ces accusations ont un lien évident avec son activité de défense des droits humains. Narges Mohammadi est frappée d'une interdiction de quitter le territoire iranien depuis 2009, date à laquelle les autorités lui ont confisqué son passeport.

► ENGAGEZ-VOUS POUR NARGES MOHAMMADI ET EXIGEZ QUE L'AYATOLLAH SAYED ALI KHAMENEI:

- **Libère immédiatement et de manière inconditionnelle Narges Mohammadi;**
- **Veille à ce qu'elle continue à pouvoir entrer sans restriction en contact avec sa famille et un avocat de son choix, ainsi qu'à recevoir tous les soins médicaux nécessaires;**
- **Mette fin au harcèlement et aux actes d'intimidation visant les défenseur·e-s des droits humains en Iran, notamment les membres du Centre de défense des droits humains;**
- **Autorise ce Centre à rouvrir ses portes.**

Formule d'appel : Monsieur le Président,

Envoyez vos lettres à:

Supreme Leader
Ayatollah Sayed 'Ali Khamenei
The Office of the Supreme Leader
Islamic Republic Street – End of Shahid

Keshvar Doust Street
Tehran
Iran

E-mail : info_leader@leader.ir
Twitter : [@khamenei_ir](https://twitter.com/khamenei_ir)

Frais de port pour l'Iran: CHF 1.60

METTRE FIN À LA RÉPRESSION CONTRE LE MOUVEMENT ÉTUDIANT « GIRIFNA », SOUDAN

Les membres de Girifna ont été emprisonnés, torturés et intimidés en raison de leur engagement pour la liberté et la démocratie.



« Girifna », qui signifie « On en a marre », est un mouvement étudiant soudanais qui appelle à la résistance pacifique contre le gouvernement du Soudan. Le mouvement, composé principalement d'étudiant-e-s universitaires, a été créé en octobre 2009. Depuis, ses membres sont la cible des autorités: ils ont notamment été victimes d'arrestations et de détentions arbitraires, d'actes de torture et d'agressions sexuelles. Ils se sont également vu confisquer des ordinateurs et d'autres objets à leur domicile, et plusieurs d'entre eux ont été forcés de fuir le Soudan.

Plus récemment, « Girifna » a fait partie des organisations prises pour cible par les autorités soudanaises à la suite d'une vague de manifestations initiées en juin 2012. Plusieurs membres de « Girifna » ont été arrêtés sans être autorisés à parler à leur famille ou à leur avocat-e. Certain-e-s affirment avoir été torturé-e-s en détention. Malgré cette tentative de réduire le mouvement au silence, « Girifna » continue à diffuser des informations et à organiser des activités telles que des manifestations pacifiques en faveur du respect des droits humains au Soudan.

► ENGAGEZ-VOUS EN FAVEUR DE « GIRIFNA » ET EXIGEZ QUE LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR DU SOUDAN :

- Mette fin aux actes de harcèlement, aux manœuvres d'intimidation, aux arrestations arbitraires, aux détentions, aux actes de torture et autres mauvais traitements infligés aux membres de « Girifna »;
- S'assure que le droit à la liberté d'expression et de réunion des membres de « Girifina » soit respecté.

Formule d'appel : Monsieur le Ministre,

Envoyez vos lettres à:

Mr Ibrahim Mahmoud Hamed
Minister of the Interior
PO Box 873
Khartoum
Soudan

Frais de port pour le Soudan: CHF 1.60

► ENVOYEZ UN MESSAGE DE SOLIDARITÉ AUX MEMBRES DU MOUVEMENT «GIRIFNA» SOUS FORME DE VIDÉO:

Envoyez un court message vidéo soutenant les droits des jeunes militant·e·s au Soudan. Votre vidéo peut durer jusqu'à 90 secondes et doit se terminer par le mot « Girifna ». Envoyez votre vidéo par e-mail, avec votre nom et votre pays, à l'adresse girifnasolidarity@gmail.com .

Veillez ne pas faire d'allusions politiques dans votre vidéo.

LIBERTÉ POUR GAO ZHISHENG, CHINE

Avocat humilié, torturé et emprisonné en raison de son engagement en faveur des droits humains.



Gao Zhisheng est avocat et l'un des défenseurs des droits humains les plus respectés de Chine. Il a été plusieurs fois arrêté par les forces de l'ordre et détenu dans des lieux secrets où il a subi des actes de torture. En décembre 2006, il a été condamné à une peine de trois ans d'emprisonnement, avec un sursis de cinq ans, pour « incitation à la subversion ». Il a été autorisé à retourner chez lui, mais a été illégalement assigné à résidence, ainsi que son épouse et leurs enfants. En 2009, sa famille a fui la Chine car elle faisait l'objet d'actes de harcèlement permanents.

Gao Zhisheng a disparu le 4 février 2009, lorsque la police est venue l'arrêter au domicile familial. Il a réapparu plus d'un an après, à la fin du mois de mars 2010, et a accordé un entretien dans lequel il décrivait son calvaire, notamment les tortures supplémentaires dont il avait été victime. Il a déclaré avoir été battu avec une telle violence qu'à un moment donné « pendant 48 heures, ma vie n'a tenu qu'à un fil ».

En avril 2010, quelques jours après son entretien, il a disparu à nouveau. Vingt mois plus tard, en décembre 2011, les médias officiels ont annoncé qu'il avait été envoyé en prison pour avoir violé les conditions de son sursis. Cette annonce a choqué sa famille et ses ami·e·s qui ne savaient pas s'il était encore vivant.

Gao Zhisheng est actuellement détenu à la prison du canton de Shaya, dans le nord-ouest de la Chine.

► ENGAGEZ-VOUS POUR GAO ZHISHENG ET EXIGEZ QUE LE PREMIER MINISTRE DE CHINE:

- **Ordonne la libération immédiate de Gao Zhisheng;**
- **Protège Gao Zhisheng contre la torture et les autres formes de mauvais traitements durant sa détention.**

Dans votre lettre, veuillez orthographier le nom de Gao Zhisheng en caractères chinois : **高 智 晟**

Formule d'appel : Monsieur le Premier ministre,

Envoyez vos lettres à:

Premier of the People's Republic of China
The State Council General Office
2 Fuyoujie
Xichengqu
Beijingshi 100017
Chine

Fax: + 86 10 65961109

Frais de port pour la Chine: CHF 1.60

► ENVOYEZ UN MESSAGE DE SOLIDARITÉ À GAO ZHISHENG EN PRISON:

Vous pouvez envoyer une lettre ou une carte à Gao Zhisheng en prison. Envoyez vos lettres à:

Gao Zhisheng
PO Box 15, Sub-box 16
Canton de Shaya 842208
Région autonome ouïghoure du Xinjiang
Chine